

A&P Invest
Société par Actions Simplifiée
Au capital de 500 Euros
Siège social : 104 Allée des carignans
83390 CUERS
RCS TOULON

Les Soussignés :

1- Madame AMMOUR Radia

Née le 26 octobre 1981 à TRAPPES (78)

De nationalité française

Demeurant 104 Allée des Carignans - 83 390 CUERS

ET

2- Monsieur PERRICHON Philippe

Né le 26 février 1980 à FONTAINEBLEAU (77)

De nationalité française

Demeurant 104 Allée des Carignans - 83 390 CUERS

Ont décidé d'instituer entre eux une société par actions simplifiée conformément à l'article 1832 alinéa 2 du Code civil et a établi les statuts suivants :

PP¹ Aa

TITRE I

FORME - DENOMINATION SOCIALE OBJET - SIEGE - DUREE

ARTICLE 1 - Forme

Il est constitué entre les soussignés une Société par Actions Simplifiée régie par les dispositions du Code de commerce et par les présents statuts.

La Société peut fonctionner avec un ou plusieurs associés. Dans le cas où la société comporte plusieurs associés, les attributions de l'associé unique sont dévolues à la collectivité des associés.

Elle ne peut procéder à une offre au public de titres financiers sous sa forme actuelle de Société par actions simplifiée, mais peut procéder à des offres réservées à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs.

ARTICLE 2 - Dénomination sociale

La dénomination sociale de la Société est : A&P Invest

Sur tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « Société par actions simplifiée » ou des initiales « S.A.S. » et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 3 - Siège social

Le siège social est fixé : **104 allée des carignans
83390 CUERS**

Il peut être transféré dans le ressort du même greffe ou en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par décision du Président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence. Il peut être transféré partout ailleurs, en vertu d'une délibération de l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

ARTICLE 4 - Objet

La société a pour objet, directement ou indirectement, tant en France qu'à l'étranger :

- La prise de participations dans toutes entreprises ou sociétés, créées ou à créer, par tous moyens (apport, souscription, acquisition, fusion, scission, alliance, groupement, association en participation, société en nom collectif, société civile, société par actions, groupement d'intérêt économique, location-gérance, etc.).
- La gestion, l'animation et le contrôle de ses filiales et participations, par la fourniture de services spécifiques, administratifs, financiers, juridiques, stratégiques, techniques ou commerciaux.

- Les prestations de conseil et d'accompagnement auprès des particuliers, des entreprises, des collectivités et autres organismes publics ou privés, notamment en matière de stratégie, organisation, management, gestion, systèmes d'information, ressources humaines, relations publiques, marketing et communication, de la conception à la mise en œuvre.
- Les activités d'apporteur d'affaires, notamment en matière immobilière, ainsi que toutes opérations ou prestations s'y rattachant directement ou indirectement.
- L'exploitation et la valorisation des données statistiques et anonymisées issues de ses activités, notamment via enquêtes, études sociétales ou marketing, ainsi que leur diffusion et communication.
- L'édition, la diffusion et la commercialisation de tous supports, documents ou espaces d'information et/ou publicitaires, sur tout format et tout média.
- Les activités de relations publiques et de promotion, notamment l'organisation de salons, congrès, rencontres professionnelles, opérations événementielles, marketing expérientiel.
- L'achat, la vente, le négoce de tous produits, biens mobiliers ou immobiliers, connexes ou accessoires à l'activité ci-avant développée.
- La création, l'acquisition, la location, la prise à bail, l'installation et l'exploitation de tous établissements se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées.
- L'acquisition, la gestion et la cession de tous biens et droits mobiliers ou immobiliers, bâtis ou non bâtis, en ce compris l'achat en vue de la revente, la construction, la rénovation, la location, la mise en valeur, la gestion de biens immobiliers.
- L'octroi de prêts, avances ou garanties à ses filiales ou participations, ainsi que toutes opérations de trésorerie intragroupe.

Et plus généralement :

- Toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe, de nature à en favoriser l'extension, le développement ou la réalisation, ainsi que l'exploitation ou la cession de tous procédés, marques, brevets ou droits de propriété intellectuelle liés aux activités ci-dessus.

ARTICLE 5 - Durée

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix ans (90) à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf le cas de dissolution anticipée ou de prorogation de la Société.

Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont prises par décision collective des actionnaires.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL - FORME DES ACTIONS DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

ARTICLE 6 - Apports

Au titre de la constitution de la société :

- **Madame AMMOUR RADIA** apporte à la société la somme de
Deux cent cinquante euros 250,00 Euros
- **Monsieur PERRICHON Philippe** apporte à la société la somme de
Deux cent cinquante euros 250,00 Euros

Soit la somme totale de CINQ CENT EUROS 500,00 EUROS

Les fonds correspondants aux apports en numéraire seront déposés par chacun des associés sur le compte bancaire ouvert au nom de la Société en formation auprès de l'établissement Qonto. Le dépôt desdits fonds donnera lieu à la délivrance d'un certificat de dépôt de capital émis par Qonto, sur présentation notamment de l'état des souscriptions mentionnant la somme versée par chaque associé. L'état des souscriptions joint aux présents statuts est certifié sincère et véritable par le représentant légal de la Société..

ARTICLE 7 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de CINQ CENT EUROS (500 €), divisé en 500 actions de valeur nominale de 1 euros chacune, entièrement souscrites et de même catégorie.

ARTICLE 8 - Modifications du capital social

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi par décision unilatérale de l'associé unique ou par une décision collective des associés statuant sur le rapport de l'organe dirigeant.

L'augmentation du capital par majoration du montant nominal des actions n'est décidée qu'avec le consentement unanime des actionnaires, à moins qu'elle ne soit réalisée par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission.

En cas d'apport en nature par un actionnaire, celui-ci ne peut pas participer au vote et ses actions ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité requise.

Une augmentation de capital peut toujours être réalisée nonobstant l'existence de rompus. Les actionnaires disposant d'un nombre insuffisant de droits d'attribution pour obtenir la délivrance d'une action nouvelle doivent faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession des droits nécessaires. Il en sera de même en cas de réduction de capital par réduction du nombre d'actions.

Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées lors de la souscription de la quotité du nominal (ou du pair) prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

Le capital peut être réduit en vertu d'une décision collective des actionnaires statuant dans les conditions de quorum et de majorité propres aux délibérations de l'Assemblée générale extraordinaire, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, sous réserve que celle-ci ne porte pas atteinte à l'égalité des actionnaires.

ARTICLE 9 - Forme des actions

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles sont inscrites en compte conformément à la réglementation en vigueur et aux usages applicables. Tout actionnaire peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 10 - Droits et obligations attachés aux actions

1. Toute action donne droit dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et dans le boni de liquidation, à une quotité proportionnelle au nombre des actions existantes. Pour y parvenir, il est fait masse, le cas échéant, de toutes exonérations fiscales comme de toutes taxations pouvant être prises en charge par la Société et auxquelles les répartitions au profit des actions pourraient donner lieu.
2. Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.
3. Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis doivent se faire représenter auprès de la Société par l'un d'entre eux ou par un mandataire unique désigné en justice en cas de désaccord. A défaut d'entente, il sera pourvu, par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant en référé, à la désignation de ce mandataire, à la demande de l'indivisaire le plus diligent.
4. Le droit de vote attaché aux actions démembrées appartient au nu-propriétaire pour toutes les décisions collectives, sauf pour celles concernant l'affectation des bénéfices de l'exercice où il est réservé à l'usufruitier.
5. La collectivité des actionnaires, statuant dans les conditions de quorum et de majorité propres aux délibérations de l'Assemblée générale extraordinaire, peut, conformément aux dispositions légales applicables, créer des actions de préférence qui jouiront de droits dont elle déterminera l'étendue.
6. Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires de titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne pourront exercer ce droit qu'à condition d'avoir fait leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou de titres nécessaires.

ARTICLE 11 – Inscription des Titres

1. Tenue des comptes de titres

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet au siège social.

Ainsi, il est ouvert et tenu par la Société, au nom de chaque actionnaire, des comptes d'inscription de titres représentés par des fiches individuelles.

Il est, également, ouvert et tenu par la Société un registre des mouvements de titres destiné à constater, par ordre chronologique, les changements dans la propriété des titres et les éventuels actes de nantissement des titres.

2. Mouvement de titres

Tout transfert, de quelque nature ou résultant de quelque cause que ce soit, des actions s'opère, à l'égard de la Société et des tiers, par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est préalablement inscrit sur le Registre des mouvements de titres.

La Société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement.

L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la Société, est signé par le cédant ou son mandataire ; si les actions ne sont pas entièrement libérées, mention doit être faite de la fraction non libérée.

Les frais de transfert des actions sont à la charge des cessionnaires, sauf convention contraire entre cédants et cessionnaires.

Les actions non libérées des versements exigibles ne sont pas admises au transfert.

Toute cession ou transmission d'actions effectuée en violation des statuts, notamment de la procédure d'agrément ou de toute clause d'inaliénabilité, n'est pas admise au transfert et est inopposable à la Société et aux actionnaires.

TITRE III

TRANSMISSION DES ACTIONS

ARTICLE 12 - Dispositions communes applicables aux cessions d'actions

Définitions

Dans le cadre des présents statuts, les soussignés sont convenus des définitions ci-après :

a) Cession : signifie toute opération à titre onéreux ou gratuit entraînant le transfert de la pleine propriété, de la nue-propriété ou de l'usufruit des valeurs mobilières émises par la Société, à savoir : cession, transmission, échange, apport en société, fusion et opération assimilée, cession judiciaire, constitution de trusts, nantissement, liquidation, transmission universelle de patrimoine.

b) Action ou Valeur mobilière : signifie les valeurs mobilières émises par la Société donnant accès de façon immédiate ou différée et de quelque manière que ce soit, à l'attribution d'un droit au capital et/ou d'un droit de vote de la Société, ainsi que les bons et droits de souscription et d'attribution attachés à ces valeurs mobilières.

Modalités de transmission des actions

La transmission des actions émises par la Société s'opère par un virement de compte à compte sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur le registre des mouvements coté et paraphé.

ARTICLE 13 - Agrément

1. La société est dirigée par deux associés détenant chacun une participation égale de 50%. Toutes cessions d'actions quelle que soit la qualité du cessionnaire, associé ou non, à titre gracieux ou onéreux, nécessitera l'agrément préalable de la collectivité des actionnaires statuant à la majorité des deux-tiers des droits de vote ; les actions du cédant étant prises en compte pour le calcul de cette majorité. Toute émission par la Société au profit de tiers de valeurs mobilières de quelque nature que ce soit, notamment toute souscription d'actions nouvelles par des tiers, par voie d'augmentation de capital ou autre, est soumise à l'Agrément préalable du ou des tiers par la collectivité des actionnaires. Par exception à ce qui précède, la cession ou la transmission d'actions détenues par l'actionnaire unique ne sont pas soumises à la procédure d'Agrément.
2. La demande d'agrément doit être notifiée par correspondance postale ou numérique ou remise en main propre au Président de la Société et indiquant le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de la cession, les noms, prénoms, adresse, nationalité de l'acquéreur ou s'il s'agit d'une personne morale, son identification complète (dénomination, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux). Cette demande d'agrément est transmise par le Président aux actionnaires.
3. Le Président dispose d'un délai de trois (3) mois à compter de la réception de la demande d'agrément pour faire connaître au cédant la décision de la collectivité des actionnaires. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. A défaut de réponse dans le délai ci-dessus, l'agrément sera réputé acquis.
4. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.
5. En cas d'agrément, l'actionnaire cédant peut réaliser librement la cession aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions doit être réalisé au plus tard dans les trente jours de la décision d'agrément : à défaut de réalisation du transfert dans ce délai, l'agrément serait frappé de caducité.
6. En cas de refus d'agrément, la Société est tenue dans un délai d'un (1) mois à compter de la notification du refus d'agrément, d'acquérir ou de faire acquérir les actions de l'actionnaire cédant par un ou plusieurs tiers agréés selon la procédure ci-dessus prévue.

Si le rachat des actions n'est pas réalisé du fait de la Société dans ce délai d'un mois ; l'agrément du ou des cessionnaires est réputé acquis.

En cas d'acquisition des actions par la Société, celle-ci est tenue dans un délai de six (6) mois à compter de l'acquisition de les céder ou de les annuler.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la Société est déterminé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord, le prix sera déterminé à dire d'expert, dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

En cas de décès d'un associé ou de transmission à titre gratuit des titres sociaux, la société continue entre les associés survivants et les héritiers, donataires, bénéficiaires ou ayants droit de l'associé décédé, et éventuellement son conjoint survivant, sous réserve de l'agrément des intéressés par la majorité fixée dans les conditions ci-avant définies pour l'agrément des cessions entre vifs au profit d'un tiers. Par exception et pour déterminer la majorité des deux-tiers des droits de vote ; les actions de l'associé décédé ne sont pas prises en compte pour le calcul de cette majorité.

7
PP AR

Pour permettre la consultation des associés sur cet agrément, les héritiers, ayants droit et conjoint doivent justifier de leur qualité héréditaire dans les trois mois du décès, par la production de l'expédition d'un acte de notoriété ou d'un extrait d'intitulé d'inventaire, sans préjudice du droit, pour la gérance, de requérir de tout notaire la délivrance d'expéditions ou d'extraits de tous actes établissant lesdites qualités.

Dans les huit jours qui suivent la production ou la délivrance des pièces précitées, la gérance adresse à chacun des associés survivants, une lettre, lui faisant part du décès, mentionnant les qualités des héritiers, ayants droit ou conjoint survivant de l'associé décédé et le nombre de parts concernées, et lui demandant de se prononcer sur l'agrément desdits héritiers, ayants droit ou conjoint survivant ou partenaire pacsé survivant.

La gérance peut également consulter les associés lors d'une assemblée générale extraordinaire qui devra être convoquée dans le même délai de huit jours que celui prévu ci-dessus.

La décision prise par les associés n'a pas à être motivée. Elle est notifiée aux héritiers et ayants droit dans le délai de trois mois à compter de la production ou de la délivrance des pièces héréditaires. A défaut de notification dans ledit délai, le consentement à la transmission des parts est acquis.

Si les héritiers, ayants droit ou conjoint survivant ou partenaire pacsé survivant ne sont pas agréés, les associés survivants sont tenus de racheter ou de faire racheter leurs parts dans les conditions prévues ci-dessus pour les transmissions entre vifs.

ARTICLE 14 - Décès, Interdiction, Faillite d'un Actionnaire

La Société n'est pas dissoute lorsqu'un jugement de liquidation judiciaire, la faillite personnelle, l'interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une ou plusieurs entreprise(s) commerciale(s) ou artisanale(s), ou une ou plusieurs personne(s) morale(s), ou une mesure d'incapacité, est prononcée à l'égard de l'un des actionnaires.

La Société n'est pas non plus dissoute par le décès d'un actionnaire.

Si l'un de ces événements se produit en la personne du Président, il entraînera la cessation de ses fonctions de Président.

ARTICLE 15 - Nullité des cessions d'actions

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation des dispositions des articles 13 et 14 des présents statuts sont nulles.

TITRE IV

ADMINISTRATION ET DIRECTION DE LA SOCIETE - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS - COMMISSAIRES AUX COMPTES

ARTICLE 16 - Représentation légale

La société est représentée, dirigée et administrée par **Mme AMMOUR Radia** et **Mr PERRICHON Philippe**, agissant conjointement.

Mme AMMOUR Radia est désignée comme Présidente de la SAS A&P Invest.

Mr PERRICHON PHILIPPE est désigné comme Directeur Général de la SAS A&P Invest.

ARTICLE 17 - Président de la Société

Désignation

Le Président est désigné pour une durée déterminée ou non par l'associé unique ou la collectivité des associés qui fixe son éventuelle rémunération

Lorsque le Président est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

Le Président peut démissionner sans avoir à justifier de sa décision à la condition de notifier celle-ci à l'associé unique ou à la collectivité des associés, par lettre recommandée adressée deux mois avant la date de prise d'effet de cette décision.

L'associé unique ou la collectivité des associés statuant à la majorité ordinaire, peut mettre fin à tout moment au mandat du Président. La révocation n'a pas à être motivée et n'ouvre droit à aucune indemnité.

Durée des fonctions

Le Président est nommé sans limitation de durée sauf disposition particulière de l'assemblée. Le Président peut être révoqué à tout moment, sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par décision collective des actionnaires prise à l'initiative d'un ou plusieurs actionnaires réunissant plus de 25% du capital et des droits de vote de la Société et statuant à la majorité des voix des actionnaires disposant du droit de vote. Cette révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

Rémunération

La rémunération du Président est fixée chaque année par décision collective des actionnaires.

Pouvoirs

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts aux décisions collectives des actionnaires.

Toutefois à titre de règlement intérieur non opposable aux tiers, le Président ne pourra prendre les décisions suivantes qu'après autorisation préalable de la collectivité des actionnaires à la majorité des deux-tiers des associés :

- Acquisition ou cession d'un fonds de commerce ou d'éléments incorporels du fonds de commerce ;
- Prise ou mise en location-gérance d'un fonds de commerce ;
- Acquisition et cession de participations ;
- Octroi de garanties sur l'actif social.

Le Président peut, sous sa responsabilité, consentir toutes délégations de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

ARTICLE 18 - Directeur Général

Désignation

Le Président ou la collectivité des associés à la majorité ordinaire peut donner mandat à une personne morale ou à une personne physique de l'assister en qualité de Directeur Général. Lorsque le Directeur Général est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

Le Directeur Général, personne physique, peut bénéficier d'un contrat de travail au sein de la Société

Durée des fonctions

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination sans que cette durée puisse excéder celle des fonctions du Président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général reste en fonctions, sauf décision contraire des actionnaires, jusqu'à la nomination du nouveau Président.

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment et sans qu'un juste motif soit nécessaire, par décision du Président ou des associés à la majorité ordinaire, et ce, sans indemnité.

Rémunération

La rémunération du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination, sauf pour la rémunération qui résulte de son contrat de travail.

Pouvoirs

Sauf limitation fixée par les présents statuts, la décision de nomination ou par une décision ultérieure, le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs de direction que le Président.

Il est précisé que la Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, sauf si elle apporte la preuve que le tiers avait connaissance du dépassement de l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne pouvant suffire à constituer cette preuve.

ARTICLE 19 - Conventions entre la Société et ses dirigeants

Toute convention intervenante, directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 5 % ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la Société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce doit être portée à la connaissance des Commissaires aux comptes dans le mois de sa conclusion.

Les Commissaires aux comptes présentent aux actionnaires un rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions au cours de l'exercice écoulé. Les actionnaires statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de cet exercice.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les conventions portant sur les opérations courantes conclues à des conditions normales sont communiquées au Commissaire aux comptes. Tout actionnaire a le droit d'en obtenir communication.

ARTICLE 20 - Commissaires aux comptes

La nomination d'un Commissaire aux comptes titulaire et d'un Commissaire aux comptes suppléant est obligatoire dans les cas prévus par la loi et les règlements. Elle est facultative dans les autres cas.

En dehors des cas prévus par la loi, la nomination d'un Commissaire aux comptes peut être décidée par décision ordinaire des associés. Elle peut aussi être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Le Commissaire aux comptes exerce ses fonctions dans les conditions prévues par la loi.

ARTICLE 21 - Représentation social

Les délégués du Comité d'entreprise exercent les droits prévus par l'article L. 432-6 du Code du travail auprès du Président.

TITRE V

DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

ARTICLE 21 - Réunion et Consultation des Actionnaires :

Lorsque la société ne comporte qu'un seul associé, l'associé unique ne peut pas déléguer ses pouvoirs. Les décisions unilatérales de l'associé unique sont répertoriées dans un registre coté et paraphé. L'associé unique non Président, indépendamment de son droit d'information préalable à l'approbation annuelle des comptes, peut à toute époque, prendre connaissance au siège social des documents prévus par la loi et relatifs aux trois derniers exercices sociaux. Lorsque la Société comporte plusieurs associés et hormis les cas où la législation en vigueur impose des règles spécifiques, les décisions collectives des actionnaires sont prises selon les dispositions statutaires.

Consultation directe des actionnaires

Les associés regroupant ensemble plus d'un quart des droits de vote peuvent deux fois par année civile requérir du Président ou du Directeur Général de convoquer une assemblée sur une question ou des questions déterminées. Le Président doit procéder à la réunion des associés dans le mois suivant la réception de la demande.

Le Président adresse, par tout moyen (lettre, télécopie, courriel, etc.), à chacun des actionnaires, au moins sept (7) jours avant la tenue de toute Assemblée générale, ordinaire ou extraordinaire, une convocation accompagnée de l'ordre du jour. Il est également joint à ce courrier l'ensemble des documents dont la communication est obligatoire dans les conditions prévues par les dispositions légales applicables.

Toutefois, toute Assemblée générale de la collectivité des actionnaires peut être réunie par simple convocation verbale du Président à la condition que tous les actionnaires soient présents ou représentés à l'Assemblée.

Le Président peut, sous réserve d'en faire mention dans la convocation, permettre à un ou plusieurs actionnaires de participer à distance aux Assemblées par l'organisation d'une visioconférence, d'une conférence téléphonique ou de toute autre moyen de télécommunication permettant à l'actionnaire de participer directement et simultanément à l'ensemble des débats.

Consultation écrite des actionnaires

Le Président peut consulter les actionnaires par voie de consultation écrite au moyen des divers outils de télécommunication.

Dans cette hypothèse, le Président devra adapter le mode d'envoi aux actionnaires de la convocation et des documents devant leur être adressés.

La convocation devra impérativement préciser le délai de réponse imparti aux actionnaires ; à défaut la consultation est atteinte de nullité.

ARTICLE 22 - Dispositions relatives au vote :

Tout vote effectué par un actionnaire en réponse à une consultation écrite peut être adressé à la Société par lettre simple, recommandée, recommandée avec avis de réception, par télécopie ou par courrier électronique ; le vote étant, pour chaque résolution, formulé par les mots : « OUI » ou « NON ».

Toutefois, la prise en compte d'un tel vote est subordonnée à sa réception par la Société dans le délai de réponse imparti, à peine de nullité du vote.

Tout actionnaire ne pouvant se rendre à une Assemblée générale peut, à son initiative, voter sur les résolutions qui lui ont été proposées par correspondance, par télécopie, par courrier électronique à la condition, à peine de nullité, que son vote ait été reçu par la Société au plus tard la veille du jour de l'Assemblée ; le vote étant, pour chaque résolution, formulé par les mots : « OUI » ou « NON ».

ARTICLE 23 - Représentation des Actionnaires :

Tout actionnaire ne peut se faire représenter que par un autre actionnaire.

Chaque actionnaire peut représenter un nombre illimité d'actionnaires.

Les pouvoirs sont établis librement par écrit ou courrier électronique mais doivent, à peine de nullité : (i) indiquer le nom de l'actionnaire mandataire ; (ii) être reçus par la Société au plus tard la veille du jour de réunion de l'Assemblée ou remis, par le

mandataire titulaire du pouvoir, au Président de l'Assemblée générale au plus tard lors de la réunion de l'Assemblée générale.

ARTICLE 24 - Décisions collectives ordinaires :

Sont qualifiées d'ordinaires, les décisions des actionnaires ne concernant ni n'entraînant des modifications statutaires.

Chaque année, dans les six mois de clôture de l'exercice, les actionnaires sont réunis par le Président pour statuer sur les comptes dudit exercice et l'affectation du résultat.

Les décisions doivent, pour être valablement adoptées, être prises par un ou plusieurs actionnaires représentant plus de la moitié des droits de vote exercés.

ARTICLE 25 – Décisions collectives extraordinaires :

Sont qualifiées d'extraordinaires, les décisions des actionnaires relatives, notamment, à la modification des statuts, sous réserve des exceptions prévues par les lois et réglementations en vigueur.

Les décisions extraordinaires ne peuvent être valablement prises que si elles sont adoptées :

- à l'unanimité s'il s'agit de changer la nationalité de la Société, ou de transformer la Société en Société en nom collectif, en commandite par actions ou en Société civile ;
- à l'unanimité s'il s'agit d'adopter ou de modifier des clauses statutaires prévoyant l'inaliénabilité d'actions, la nécessité d'un agrément en cas de cession d'actions, la possibilité d'exclure un actionnaire ;
- à l'unanimité s'il s'agit d'augmenter le capital social par élévation de la valeur nominale des actions ;
- à la majorité des actionnaires représentant plus de deux tiers des droits de vote dans les autres cas

ARTICLE 26 - Dispositions particulières :

Aucune décision entraînant une augmentation des engagements d'un actionnaire ne peut être valablement prise sans l'accord de celui-ci.

ARTICLE 27 – Décisions prises par l'Actionnaire Unique

L'actionnaire unique prend seul les décisions visées à l'article 18 des présents statuts.

Les décisions de l'actionnaire unique sont prises par des résolutions écrites signées de l'actionnaire unique et répertoriées dans un registre. Ce registre mentionne en particulier les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président ou ses dirigeants, autres que les conventions courantes conclues à des conditions normales.

L'actionnaire unique ne peut déléguer ses pouvoirs.

Les comptes annuels et le cas échéant, les comptes consolidés sont arrêtés par le Président. L'actionnaire unique approuve les comptes dans les six mois de la clôture de l'exercice.

Les dispositions de l'article 22 des présents statuts qui sont incompatibles avec le caractère unipersonnel de la Société, ne sont pas applicables. Il en est ainsi en particulier

des dispositions concernant les formalités de convocation, des règles de quorum ou majorité, et les modes alternatifs de consultation des actionnaires.

TITRE VI

EXERCICE SOCIAL - COMPTES ANNUELS - AFFECTATION DES RESULTATS

ARTICLE 28 - Exercice social

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1^{er} janvier et fini le 31 décembre. Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la société et se terminera le 31 décembre de l'année de l'immatriculation.

ARTICLE 29 - Établissement et approbation des comptes annuels

A la clôture de chaque exercice, l'organe dirigeant dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date et établit les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe.

L'associé unique ou les associés si la société en compte plusieurs approuve les comptes annuels, après rapport du Commissaire aux comptes, si la société en est dotée, dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

ARTICLE 30 - Affectation et répartition des résultats

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures ainsi que des sommes nécessaires aux dotations de la réserve légale, des réserves statutaires et augmenté du report bénéficiaire

Toute action en l'absence de catégorie d'actions ou toute action d'une même catégorie dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la Société comme en cas de liquidation.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, l'associé unique ou la collectivité des associés décide sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont elle règle l'affectation et l'emploi. La collectivité des associés peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. La décision de la collectivité des associés ou, à défaut, le Président, fixe les modalités de paiement des dividendes.

ARTICLE 31 - Comptes Courants

Avec le consentement du Président, chaque actionnaire peut verser ou laisser en compte courant, sur le compte de la Société des sommes nécessaires à celle-ci.

Ces sommes produisent ou non intérêt et peuvent être utilisées dans les conditions que détermine le Président.

Les intérêts sont portés en frais généraux et peuvent être révisés chaque année.
Les comptes courants ne doivent jamais être débiteurs et la Société a la faculté d'en rembourser, tout ou partie, après avis donné par écrit un mois à l'avance.
Aucun actionnaire ne peut exiger des retraits sur les sommes ainsi déposées sans en avoir averti le Président au moins trois mois à l'avance.

TITRE VII

DISSOLUTION- LIQUIDATION DE LA SOCIETE

ARTICLE 32 - Dissolution – Liquidation de la Société

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi ou en cas de dissolution anticipée décidée par décision collective des actionnaires.

La décision collective des actionnaires qui constate ou décide la dissolution nomme un ou plusieurs Liquidateurs.

Le Liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la Société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers sociaux et à répartir le solde disponible entre les actionnaires

Les actionnaires peuvent autoriser le Liquidateur à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions.

Le surplus, s'il en existe, est réparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions de chacun d'eux.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les actionnaires jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

Si toutes les actions sont réunies en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'actionnaire unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'actionnaire unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

TITRE VIII

CONTESTATIONS

ARTICLE 33 - Contestations

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation entre les actionnaires ou entre un actionnaire et la Société, seront soumises au Tribunal de commerce du lieu du siège social.

TITRE IX

CONSTITUTION DE LA SOCIETE

ARTICLE 34 - Formalités de publicité- Immatriculation

La Société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Un état des actes accomplis pour le compte de la Société en formation, précisant pour chacun d'eux la nature de l'engagement souscrit, est annexé aux présents statuts sous l'intitulé :

« Annexe – État des actes accomplis pour le compte de la société en formation ».

Les Actionnaires reconnaissent que l'ensemble de ces actes a été réalisé dans l'intérêt exclusif de la Société en formation.

La signature des présents statuts emportera **reprise automatique** par la Société de tous les engagements mentionnés dans l'annexe, lesquels seront réputés avoir été souscrits par elle dès l'origine, conformément aux articles **L. 210-6** et **R. 210-5** du Code de commerce.

À compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, la Société reprendra automatiquement l'ensemble des actes énumérés dans l'annexe, sans qu'aucune formalité supplémentaire ne soit nécessaire.

Les dépenses engagées dans ce cadre seront remboursées aux associés ou portées en compte courant d'associé, selon la décision qui sera prise ultérieurement.

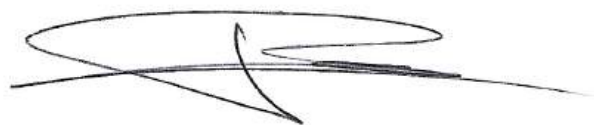
Sur 16 Pages et une Annexe
En 3 originaux

Fait à CUERS
le 10 MARS 2026

Madame AMMOUR Radia



Monsieur PERRICHON Philippe



A&P Invest
Société par Actions Simplifiée
Au capital de 500 Euros
Siège social : 104 Allée des carignans
83390 CUERS
RCS TOULON

ETAT DES ACTES ACCOMPLIS POUR LA SOCIETE EN FORMATION
AVANT LA SIGNATURE DES STATUS

(Conformément aux articles L. 210-6 et R. 210-5 du Code de commerce)

Les associés déclarent qu'avant la signature des statuts, les actes et démarches suivants ont été accomplis dans l'intérêt exclusif de la société en formation, en vue de permettre sa constitution et la mise en place opérationnelle de son activité de holding animatrice.

1. Actes juridiques et administratifs

- 1.1 Consultations juridiques et fiscales concernant la structuration du groupe et le choix du statut de holding animatrice.
- 1.2 Rédaction, préparation et révision des statuts de la société.
- 1.3 Formalités liées à la constitution : échanges avec les services administratifs, préparation des démarches auprès du greffe, de l'INPI, et des organismes compétents.
- 1.4 Prises de contact préalables avec les services bancaires en vue de l'ouverture du compte professionnel.

2. Actes bancaires et financiers

- 2.1 Demandes d'ouverture de compte bancaire au nom de la société en formation.
- 2.2 Dépôt des apports en numéraire par les associés sur un compte ouvert auprès de **Qonto** ou tout autre établissement désigné.
- 2.3 Paiement éventuel de frais bancaires, de constitution ou d'ouverture de compte.

3. Études et prestations professionnelles préalables

- 3.1 Études de faisabilité économique et financière concernant le montage de reprise et d'animation du groupe.
- 3.2 Prestations de conseil en structuration financière, administrative, stratégique, RH ou organisationnelle destinées à préparer l'activité de la holding animatrice.

4. Dépenses engagées

4.1 Frais de rédaction des statuts et d'accompagnement juridique.

4.2 Frais administratifs et de formalités (annonce légale, greffe, conseils spécialisés).

4.3 Dépenses diverses en lien direct avec la création et la mise en place de l'activité de la société.

5. Reprise des actes

Les associés reconnaissent :

- que tous les actes ci-dessus ont été accomplis **exclusivement pour le compte de la société en formation**,
- que la société les **reprendra automatiquement** dès son immatriculation au RCS,
- et qu'aucune formalité ou décision ultérieure particulière ne sera nécessaire pour cette reprise.

Les dépenses seront remboursées aux associés ou portées en compte courant d'associé.

Fait à Cuers le : 10 MARS 2026

Madame AMMOUR Radia



Monsieur PERRICHON Philippe



Annexe aux Statuts

I. APPORTS

La clause relative aux apports figurant dans les statuts de la société est complétée par les stipulations de la présente Annexe.

En cas de contradiction entre les stipulations de ladite clause et celles de la présente Annexe, les stipulations de l'Annexe prévalent.

ARTICLE – APPORTS

Apport en numéraire :

Les fonds correspondants aux apports en numéraire ont été déposés préalablement à ce jour au crédit d'un compte ouvert via d'Qonto SAS ("Qonto"), dûment mandatée à cet effet par chacun des associé(s), au nom de la société en formation, sur le compte ouvert auprès de l'étude Maître Quentin FOUREZ - Notaires au 1 Place Marechal Gallieni, 27500, Pont-Audemer, FRANCE, ainsi que l'atteste l'attestation du dépositaire établi auprès de l'office notarial, mentionnant les sommes versées par les associés.

L'état des souscriptions joint aux présents statuts est certifié sincère et véritable par le représentant légal de la société.

II. ETAT DES ACTES ACCOMPLIS AU NOM DE LA SOCIÉTÉ EN FORMATION AVANT LA SIGNATURE DES STATUTS

- Dépôt du capital social auprès d'une étude notariale
- Ouverture d'un compte de transit à leurs noms auprès de Qonto SAS (QONTO), établissement de paiement agréé auprès de l'ACPR
- Ouverture d'un compte de paiement au nom de la Société auprès de QONTO SA (Qonto), établissement de paiement agréé auprès de l'ACPR